LEMA

EUSKAL INDARRA, ZU ZIRA !

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°198 Zkia - Mars 2015ko Martxoa

HILABETEKARIA
MENSUEL : 2 €

Bozka / Votez EAJ-PNB !











Décentralisation
p. 2

Transports
p.13

Gaxuxa Elhorga-Dargains
p.20

www.eaj-pnb.eus

Jeltzaleak / Les Démocrates Basques

eaj pnb

Elle est des « NOTRe » ! Une difficile gestation

L'accouchement de la loi de « nouvelle organisation des territoires de la République » dite loi « NOTRe », n'est prévu qu'à la fin du printemps. Nous avions déjà rendu compte des intentions du Gouvernement, dès le mois de juin 2014. La réforme est actuellement en cours de discussion au Parlement.

Sénat : « dé-tricotage » de la réforme

Examiné une première fois par le Sénat, le projet de loi est sorti fin janvier largement édulcoré : les sénateurs ont commencé le travail de « sauvetage » des départements, en refusant le transfert des collèges aux régions.

Les macro-régions en ressortent malgré tout renforcées dans leurs compétence stratégique (schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire - SRADDT - notamment) et leur compétence économique. Mais les « sages » du Luxembourg ont refusé de confier aux régions un véritable pouvoir réglementaire.

La deuxième offensive du Sénat s'était traduite par la suppression du fameux seuil minimum de 20 000 habitants pour constituer ou reconfigurer la carte intercommunale (EPCI).

Assemblée nationale : revenir à l'essentiel !

En première lecture, l'Assemblée nationale tente de « re-booster » le projet initial du Gouvernement. Le texte revisité par la commission des lois tente de remettre le curseur dans le sens voulu par le Chef de l'État. Mais d'ores et déjà, il faut faire une croix sur la suppression des départements. Elle est bel et bien enterrée, et renvoyée aux calendes grecques.

Le Gouvernement a capitulé en rase campagne : les députés seraient sur le point de renoncer au transfert de la voirie départementale aux macro-régions, pourtant accepté par le Sénat... *« Le débat sur l'évolution des départements se posera vraiment lorsque le fonctionnement des grandes régions sera stabilisé et lorsque les intercommunalités seront montées en puissance »*, estime le rapporteur. Ou comment masquer la reculade... La disparition de la « clause de compétence générale » est validée, même si un partage de compétence subsiste en matière de culture, de sport et de tourisme (la région devenant « chef de file » dans ce dernier cas). L'ombre de la spécialisation plane un peu plus sur les collectivités ...

En matière d'expérimentation, les macro-régions pourront se voir confiées le service public d'accompagnement à l'emploi. Elles deviendraient alors, pour la durée de l'expérimentation, autorités organisatrices en la matière.



Les présidents des intercommunalités du Pays Basque, attentifs à la loi NOTRe

Le big-bang intercommunal : au milieu du guet

La majorité socialiste marque le territoire en matière intercommunale. Le seuil de population minimum est rétabli à 20 000 habitants, mais les députés apportent deux tempéraments : pour les « zones de montagne » et les territoires de faible densité de population. La procédure remet la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) au centre du jeu. Le préfet pourra toujours pousser le périmètre de l'EPCI qui lui semble opportun, contre la majorité des conseils municipaux, mais il devra au minimum recueillir l'avis favorable de la CDCI. L'amendement porté par la députée Colette Capdevielle est adopté.
Les conseils communautaires pourraient être désignés au suffrage universel direct à compter du prochain renouvellement général, suivant des modalités dont le détail est renvoyé à une loi ultérieure. L'Association des maires de France (AMF) est vent debout contre cet amendement, dont le sort final reste par conséquent très aléatoire.

Rien se sera bouclé avant le vote final au printemps

Le Gouvernement se réserve le droit de négocier avec le Sénat et avec une partie de sa majorité jusqu'au dernier moment. Mais les départements tirent déjà leur épingle du jeu ; ils obtiennent un sursis. Les régions renforcent leur rôle et leur compétence. L'intercommunalité avance laborieusement sur la voie de la rationalisation.

Et le Pays Basque dans tout ça ?

Nous reviendrons en détail dans les colonnes de LEMA sur les incidences de la réforme territoriale pour Iparralde. L'enjeu majeur reste l'articulation du territoire dans une seule et même institution, sous la forme d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine, l'invention d'une gouvernance fluide et efficace à l'échelle de tout le Pays Basque, et l'ancrage de cette institution dans la macro-région Aquitaine. Les élections départementales de mars 2015 devraient permettre de clarifier, malgré tout, cette architecture institutionnelle encore complexe et en pleine évolution.

Manu



Engageons-nous pour ce Pays et ses habitants !

Nous voici embarqués, candidats d'EAJ-PNB dans ce printemps électoral. Nous nous présentons tous pour défendre nos valeurs communes et un certain idéal du Pays basque.

Débattre et partager nos idées

Partager nos idées, débattre avec la population, est notre ambition pour ces élections. Car pour le reste, le poste de Conseiller général dans ce Parlement de Navarre semble être pour le moins un peu flou. L'appareil d'Etat avec ses grands principes a re-découpé les cantons et érigé de nouvelles règles électorales. De plus, nul ne sait aujourd'hui quelles seront les compétences accordées à cette assemblée, ni sa pérennité. Les arbitrages devraient intervenir dans les mois à venir. Seules certitudes, cela va se faire sans aucune concertation avec la population, qui reste pourtant la première concernée.

Dans ce trouble, nous candidats EAJ PNB, avons à coeur de proposer une organisation territoriale pour le Pays Basque basée sur une gestion au plus près du territoire et de ses ressources naturelles, économiques et humaines.

Avançons dans l'organisation du Pays basque

Oui avançons sur l'organisation territoriale du Pays Basque. Acceptons, étudions la proposition du Préfet sur l' intercommunalité Pays Basque. Proposition faite le lendemain d'un refus non motivé de l'Etat sur la collectivité territoriale, pourtant largement soutenue par les élus.
Gagnons tous ensemble de nouvelles compétences et la possibilité de lever une partie de l'impôt pour une gestion responsable de notre territoire.
Soyons sérieux, compétents économiquement, dégageons des ressources pour pouvoir prendre en charge la défense de ce qui nous est le plus cher, à savoir, la langue, la culture et la défense des plus fragiles d'entre nous. C'est le véritable enjeu de ces élections. Bien sûr, tous les candidats seront dans cette même option avec plus ou moins de sincérité.

Le pari de l'honnêteté

Et si nous faisions le pari de l'honnêteté ! Votons pour des candidats qui affirment sans détour leur opinion et qui agissent en conséquence. Il reste encore du chemin a parcourir, mais nous continuerons a défendre nos valeurs, avec conviction, dynamisme et tolérance.

Jean Michel Iribarne
candidat jeltzale : canton montagne basque
Conseiller municipal à Saint Jean le Vieux
Conseiller communautaire en Garazi-Baigorri



Juan Mari Aburto, hautagai jeltzalea, Bilboko herriko etxean (bere gibelean), Ibon Areso, gaurko EAJ-PNBko auzapezaren segida hartzeko.

Juan Mari Aburto, candidat jeltzale à la mairie de Bilbao (en fond), pour succéder à Ibon Areso, l'actuel maire EAJ-PNB, de Bilbao.

Foru Aldundi eta herrien hauteskundeak Maiatzan

Hegoaldean, hautagai jeltzaleak ere hauteskunde kanpainan daude, heldu den Maiatzaren 24an, Hegoaldeko Herri eta 4 Foru Aldundien hautetsiak hautatzen baitira. Hala, Gipuzkoako eta Arabako hautetsien bi ekitaldien berri.

« Enpresei laguntzeko 50 milioi euroko programa »

Jeltzaleen Gipuzkoako Diputatu Nagusigai Markel Olanok azpimarratu du, erronka nagusia izango dela enpresekin harremana eta komunikazioa sendotzea, izan ere, Bilduk ez du enpreseekin ia harremanik izan, aurreiritzi ideologikoak dituelako.

Gipuzkoako EAJ-PNBk lan-jardunaldia egin du Elgoibarren. Bertan, parte hartu dute, Gipuzkoako Diputatu Nagusigai Markel Olanok, Eider Mendoza eta Xabier Ezeizabarrena Batzar Nagusietarako hautagaiek, eta Elgoibarko (Ane Beitia), Eibarko (Eva Juez), Soraluzeko (Iker Aldazabal), Mutrikuko (Jose Ángel Lizardi) eta Debako (Cristobal Del Corte) zerrendaburuek. Lan-jardunaldian hausnartu dute Gipuzkoako eta, bereziki, Debabarrena eskualdeko ekonomiaren egoera.

Enpresak Gipuzkoako %85eko lanpostuen sorrera

Jardunaldiari hasiera emateko, Jaz enpresako zuzendari nagusi Eduardo Zubiaurrek Debabarrenako ekonomiaren hausnarketa egin du. Zubiaurrek azpimarratu du, baldin eta Debabarrenak ezaugarri bat badu, hori industria dela. Eta une honetan industriaren egoera zaila da. Eta horri aurre egiteko, ezinbestekoa da diagnostiko bat egitea eta elkarlanean neurriak ezartzea, enplegua sortzeko, lehiakorrak izateko eta ongizatea sortzeko. Baina aitzitik, Eduardo Zubiaurreren ustez, 2011tik ez dugu ez diagnostikorik, ez neurririk ikusi, Foru Aldundiak industriatik urrun egon delako. Beraz, unea da ekintzailetza, elkarlana eta elkartasuna berreskuratzeko, Gipuzkoak aurrera egin dezan.

Behin Eduardo Zubiaurreren analisia entzunda, zerrendaburu jeltzaleen txanda izan da. Bakoitzak bere herriko egoeraren berri eman du, baina zerbait azpimarratu badute honakoa izan da: *"Ekonomiaren garapenak industriaren eskutik etorri behar du. Eta horretarako ezinbestekoa da hezkuntza langile prestatuak izateko".* Ekonomiaren egoera eta langabezi tasa dira Debabarrenako herritarrei gehien arduratzen diena –gogoan izan, Soraluze dela langabezitasa altuena duen herria eta Eibar hirugarrena –.



Markel Olano eta Eneko Goia, nanoteknologien berezilari batzuekin

Zerrendaburuen ustez, egoera horri aurre egiteko, ezinbestekoa da eskualdea elkarlanean aritzea. Gainera, zerrendaburuek turismoa eta etxebizitza aipatu dituzte ekonomia sustatzeko beste tresna bezala.

Bilduk ekonomia ez lehenetsi

Lan-jardunaldia amaitzeko, EAJ-PNBren Gipuzkoako Diputatu Nagusigai Markel Olanok segidakoa azpimarratu du: *" Erronka nagusia izango da enpresekin harremana eta komunikazioa sendotzea, izan ere, Bilduk ez du enpresekin ia harremanik izan, aurreiritzi ideologikoak dituelako ".* Horren harira, Olanok enpresen garrantzia azpimarratu du, izan ere Gipuzkoako lanpostuen %85 sortzen dute.

Gainera, Gipuzkoak industria-sare handia du, hain zuzen ere, lehiakorrak izaten jarraitzeko mantendu behar dugun sarea, betiere, inor bazterrean utzi gabe. Izan ere, enpresa txikiek ezin dute garatzen jarraitu enpresa esportatzaileak gabe.

Era berean, Markel Olanok segidakoa salatu du: *" Azken lau urteetan Bilduk ez du ekonomia lehenetsi. Ez du plangintzarik egin eta piskanaka ekonomia sustatzeko aurrekontu-sailak murriztu ditu, kultura politikoa arazoa duelako. Beraz, jarrera horri aurre egiteko eta industria laguntzeko, EAJ-PNBk konpromisoa hartu du enpresei laguntzeko urtero 50 milioi euroko programa berezia egiteko ".*

Langileak enpresen erabakietan

Gainera, Olanok esan du, langileek parte hartu behar dutela enpresen erabakietan zein kapitalean, lehiakorrak izaten jarraitzeko, proiektuek Gipuzkoan bizirauteko eta erabakitzeko eskubidea ez galtzeko.

Azkenik, hona hemen EAJ-PNBren Gipuzkoako Diputatu Nagusigaiaren hitzak: *" Zerga politikak enpresei laguntzeko tresna izan behar du eta ez soilik dirua-biltzeko tresna. Gainera, enpresa barruko ekintzailetza sustatu behar dugu, izan ere Gipuzkoan baditugu ezagutza handiko tresnak, besteak beste, bioteknologia eta nanoteknologia, eta horiekin ere ekonomia sustatu dezakegu ".*

« Herritarren parte hartzea bideratu »

EAJ-PNBren hautagaiak herritarrak entzutearen aldeko dira, guztion artean Gasteiz eta Araba aurrerabidean jartzeko

Vitoria-Gasteizko alkate eta Arabako Diputatu Nagusi izateko hautagai jeltzale diren Gorka Urtaranek eta Ramiro Gonzalezek herritarrek parte hartzeko bideak aurkeztu dituzte.

Horien bidez, etorkizunean abian jarriko dituzten ekimenak diseinatuko dituzte. Bata zein bestea gasteiztarrak eta arabarrak entzutearen aldeko dira, guztion artean hiria eta lurraldea aurrerabidean jartzeko. *"Datozen urteetarako gure lan-ildoak aurkeztu baino lehen, guztioi eragiten diguten kontuen inguruan dauden iritziak, ideiak eta asmoak ezagutu nahi ditugu. Guztion artean Gasteiz eta Araba haziarazi nahi ditugu"* esan dute.

Herritarrei hitza

Eszenografian "kaixo" hitza agerian zegoelatik, Gorka Urtaranek kaixo esatea zer den adierazi du: *" Kaixo diogunean, gure oinarrizko premiei erantzungo dien hiria eraikitze aldera Euzko Alderdi Jeltzaleak egingo dituen proposamenak idazteko orduan herritarrak kontuan izan nahi ditugula esan nahi dugu. Lantaldean jardunda baino ez dugu Gasteiz haziaraziko. Elkarrizketa erraz eta arina sustatu nahi dugu. Hiritarren premiak, lehentasunak eta ezinegonak sakonetik ezagutzea ezinbestekoa zaigu udal ordezkarioi lan egin ahal izateko."*

Ehun bilera elkarteekin

Urtaranek auzo, kolektibo eta pertsona ororen ekarpenak ongi etorriak izango direla baieztatu du. *" Entzun eta ekarpenak jaso nahi ditugu. Politika elkarrekin egin nahi dugu "* azpimarratu du. Urtaranek azken hilabeteetan ehun bilera inguru egin du Gasteizko orotariko elkarteekin. Era berean, Etorkizunari begira izeneko sektorekako dozena bat topaketa izan ditu, besteak beste, arlo hauetan: ekonomia, enplegua, gizarte gaiak, herritarren parte hartzea, kultura eta landa eremua.

Zentzu horretan, bi hautagaiekin harremanetan jartzeko, bide bat baino gehiago dago. Lehenik eta behin, datorren astean liburuxka bat zabalduko



Ramiro Gonzales eta Gorka Urtaran, Gasteiz herritarren beharrak eta proposamenak hobeki ezagutzeko desmartxan

da Arabako etxe guztietara. Nahi duen orok bertan idatzi ahal izango ditu bere kezkak eta Aldunditik eta Gasteizko Udaletik abian jar daitezkeen hobekuntza-proposamen desberdinak. Bada bigarren harreman-bide bat bi hautagaiei mezuak helarazteko : gizarte-sareak eta ramirogonzalez.eus eta gorkaurtaran.eus web atariak. Era berean, laster batean, herritarren eta bi hautagaien arteko hartuemana are gehiago erraztuko duten komunikazio-bide berriak izango dira.

EAJ-PNBren xedea Araba eta Gasteiz haziaraztea dela uste duenez, Ramiro Gonzálezek, Kaixo kanpaina dela eta, zera azpimarratu du: *" Kaixo kanpaina arabarren artera jo eta etorkizuna zertan eta nola hobetu nahi duten ezagutzeko bidea da ».*

Hori esan bezain laster, dei egin die herritarrei, lehenxeago aipaturiko bideak erabiliz, parte hartu eta iritzia eman dezaten. *"Gure lurraldearen egoera hobetzea ahalbideratzeko zuek dituzuen ekarpenak jaso nahi ditugu"* esan du.

Araba lozorrotik atera

Bere hitzaldian, Ramiro Gonzálezek, besteak beste, ekonomiak gaur egun bizi duen egoera gogoan izan du. Era berean, Arabako enpresen zein Araban diren 27.000 langabeen egoerak eragiten dion kezka agerian utzi du.

Arabako Ahaldun Nagusi izateko hautagai jeltzaleak zera azaldu du argiro: *"Araba azken urteotako lozorrotik atera nahi dugu. Oparotasuna berreskuratu eta industriari sendotasuna eman nahi diogu".* Ildo beretik, Gonzalezek zera azpimarratu du: *"Gure ekonomia-ahalmena berreskuratu nahi dugu; gure enpresek enplegua sortzea nahi dugu. Horretarako, guztiok gara beharrezko".*

Hautagai jeltzaleak

Gipuzkoan

Markel Olano : Gipuzkoako Diputatu Nagusigaia
Eneko Goia : Donostiako auzapezgaia

Bizkaian

Unai Rementeria : Bizkaiko Diputatu Nagusigaia
Juan Mari Aburto : Bilboko Auzapezgaia

Araban

Ramiro Gonzalez : Arabako Diputatu Nagusigaia
Gorka Urtaran : Gasteizko Auzapezgaia



Markel Olano



Eneko Goia



Unai Rementeria



Juan Mari Aburto



Ramiro Gonzalez



Gorka Urtaran

Le « printemps des nouvelles gauches »

Il touche Navarre et Euskadi où ont émergé les nouveaux dirigeants de Podemos. En Euskadi, le Biscayen Roberto Uriarte, professeur de droit consitutionnel à l'Université publique basque, a été élu secrétaire général

Contrairement à ce que beaucoup pensèrent, le mouvement des Indignés qui fit florès en Espagne au printemps 2011, n'avait pas péri corps et bien. Reconfiguré au sein de l'Université espagnole dans un cercle de professeurs de philo et de sciences politiques, il a resurgi en 2014 à l'occasion des élections européennes, sous une nouvelle appellation, « Podemos » (« Nous pouvons »).

Oui au droit à décider

Sa figure emblématique, Pablo Iglesias et son éternelle queue de cheval, ont fait des émules dans tout le pays y compris en Navarre et Euskadi où les militants ont désigné leurs secrétaires généraux en février dernier. Une jeune avocate, professeur d'euskera, Laura Perez, appartenant au secteur critique de Pablo Iglesias, a été élue en Navarre. Le professeur de droit constitutionnel à l'UPV, Roberto Uriarte (Bermeo, 54 ans), parfait bascophone, habitué de quelques tertulias radiophoniques, l'a été en Euskadi.

Le 16 février, au lendemain de son élection, cet enseignant plutôt discret ne disposait pas de local et encore moins de bureau. Il se présente comme homme de gauche, écolo, ouvert, soucieux du « vivre ensemble » dans une Espagne plurinationale, ni nationaliste espagnol, ni nationaliste basque. Mais favorable au « droit démocratique à décider de son avenir ». « *Euskadi* disait-il peu après son élection *sera ce qu'elle voudra être, mais à mon sens l'indépendance doit être l'ultime option* ».

A en croire ses troupes, Podemos entend bien peser sur les élections du 24 mai dans les provinces basques et bien entendu sur les prochaines élections générales espagnoles qui pourraient se tenir à la fin de l'année. Les sondeurs lui prédisent un succès à la Grecque, version Syriza, au détriment du PSOE, du PP et d'Izquierda Unida (tendance communistes-verts), ce dernier menacé de disparition pure et simple si ce « printemps des nouvelles gauches » se confirme au national.



Pablo Iglesias, leader de Podemos s'est fait connaître dans les tertulias, les débats télévisés ou radiophoniques espagnols

Sondages et incertitudes

Podemos n'a pas l'intention de se présenter en tant que tel aux municipales du 24 mai (sauf en appui éventuel à des plateformes d'initiative locale). Il n'est pas impossible par contre qu'il concoure au renouvellement des assemblées des quatre Diputacions, Navarre, Gipuzkoa, Biscaye, Alava. (Pas de décision encore annoncée fin février). Podemos compterait de 10 000 à 12 000 adhérents en Euskadi, 3 000 environ en Navarre. Les sondages les concernant leur prêtent des résultats variés , à priori excellents en Navarre où le mouvement bien décidé à afficher son indépendance par rapport aux dirigeants madrilènes, rêve de faire battre UPN (droite régionaliste), le parti de la présidente sortante de la région Yolanda Barcina, non candidate à sa propre succession.

Il est vraisemblable qu'en Navarre les lignes bougeront, vu les difficultés traversées ces derniers mois par UPN et le PSN au parlement navarrais, face aux abertzale. Côté Euskadi par contre, où PP et PSE semblent aussi en difficulté, le PNB tient solidement la barre, les sondeurs lui prédisant de bons résultats. Roberto Uriarte quant à lui, semble vouloir se garder de tout triomphalisme avant d'avoir fait ses preuves, si du moins, il y parvient un jour.

Ecole. La loi cadre LOMCE imposée par le gouvernement espagnol aux régions, rejetée par les autorités basques, reste un casse-tête et un sujet de discorde. Le département de Cristina Uriarte, en charge de l'éducation et de la culture à Lakua, soucieuse d'en corriger les aspects les plus néfastes, propose le renforcement des sciences et de l'anglais de même que la réduction de l'enseignement religieux. Espagnol et euskera y seraient dotés d'un statut équivalent.

Paix. Le gouvernement basque songe à élaborer un enseignement spécifique « Paix et vivre ensemble » à l'université, dans l'esprit de l'approche déjà instaurée dans les cycles d'enseignement obligatoire primaire et secondaire. Ceci en lien avec les universités privées de Mondragon et de Deusto et de l'université publique UPV.

Crise. La fracture sociale se creuse au Pays Basque au vu d'une étude de Lakua selon laquelle quelque 39% (taux jamais atteint à ce jour) de la population reconnait jouir d'un « bien-être total » alors que précarité et pauvreté se perpétuent chez les plus fragiles : personnes endettées, plus de 50 ans et jeunes.

Renouveau. Un jeune chêne bien portant de 14 ans, doit être planté le plus délicatement possible, ce mois-ci dans l'enceinte dévolue à l'arbre mythique de Guernica en lieu et place du malheureux qui victime d'un excès d'eau a rendu récemment l'âme.

Un accord sur la santé à Saint Sébastien

La convention souscrite entre le Département de la Santé du Gouvernement Basque et la mairie de Saint Sébastien a pour objectif principal de garantir et de promouvoir la santé au niveau local en partant d' une conception intégrale et intersectorielle.

Jon Darpon, ministre de la santé du Gouvernement basque et Juan Karlos Izagirre, maire de Saint Sébastien ont signé cet accord entre les différentes administrations, en mairie de Donostia. Chaque partie convient du pas en avant réalisé vers l'objectif d'une ville de la santé.

L'efficacité par la proximité

D'après ce qu'a souligné le maire de Saint Sébastien, *« le travail que réalise la mairie en matière de santé publique est renforcé, dans les domaines de la santé environnementale, la sécurité alimentaire et la promotion de la santé. Non seulement pour l'exécution de plans et de programmes, mais aussi dans les échanges d'informations, de formations, d'expériences et de connaissance »*.



Jon Darpon (à gauche) et Juan Karlos Izaguirre (à droite), lors de la signature de la Convention

De même, le ministre de la Santé a mis en avant l'importance du niveau local des stratégies de santé publique, parce que *« la proximité à l'égard de la population, est le niveau de base adéquat pour le développement d'interventions efficaces, dans ce cas, avec la mairie comme partenaire stratégique »*.

Ainsi, en accord avec les engagements d'Aalborg sur la durabilité et la promotion de la santé, la convention parie sur l'action locale, en faveur de la santé et inclut des lignes d'actions sur les facteurs de la santé, la réduction des inégalités en matière de santé, l'évaluation de l'impact des projets en matière de santé et la mobilisation des planificateurs urbains pour qu'ils incorporent les déterminants de la santé publique à leurs travaux.

Le niveau local pour une santé efficace

De cette façon, nous prétendons promouvoir la santé dans tous les domaines d'actions du niveau local, dans le cadre du Plan Basque de la Santé et dans la ligne de ce que recommandent l'Union Européenne dans sa stratégie « Santé dans toutes les politiques » et la Commission sur les Déterminants Sociaux de la Santé de l'OMS. Partant du constat que les services sanitaires et non sanitaires – l'espace sociosanitaire- sont indispensables pour répondre aux problèmes de santé de la collectivité, cela implique une collaboration institutionnelle et de nouvelles formes d'organisation de la promotion et de la protection de la santé.

Suivi de la convention

La convention signée cherche précisément à ajuster l'ordonnancement et l'exécution des actions, prestations et services en matière de Santé Publique sur une conception intégrale, intégrée et intersectorielle pour avancer vers une coordination entre administrations publiques pour promouvoir la prévention en matière de santé et la prévention des maladies, tant sur le plan individuel que collectif.

Un cadre dans lequel les différents responsables institutionnels reconnaissent les travaux de coordination et de collaboration, développés jusqu'à maintenant dans les tables rondes de travail sectorielles, en matière de santé publique. Le texte de l'accord prend en compte également la création d'une Commission de suivi de la convention, dans laquelle seront représentées les différentes institutions et qui veillera à l'accomplissement des objectifs fixés selon deux critères : l'amélioration du service à la population et l'optimisation des ressources.

Un vice-président à Bilbao

Jyri Katainen, vice-président de la Commission Européenne, en charge de l'Emploi, la Croissance, l'Investissement et la Compétitivité a visité le Parc Technologique de Zamudio, à Bilbao et a rencontré Arantxa Tapia, ministre du Gouvernement basque, les responsables de la SPRI (Agence de Développement Economique), les différentes corporations technologiques et différentes entreprises basques.



Arantxa Tapia salue Jyri Katainen, à son arrivée à Bilbao

Katainen est en Euskadi, où il présente le plan d'investissement de 315 milliards d'euros, annoncé par l'Union Européenne pour impulser la croissance et l'emploi, en Europe.

Le vice-président de la Comission Européenne a pu connaître de près, les inquiétudes et les difficultés rencontrées par les entreprises basques, grâce à la rencontre avec un groupe d'entrepreneurs. A la suite d'un dialogue et des explications croisées, Katainen a présenté le dénommé Plan Juncker pour générer la croissance, l'emploi et réactiver l'économie européenne. Ce plan a été récemment approuvé par la Commission Européenne.

A la suite de cette réunion, Jyri Katainen, le vice-président et la ministre Arantxa Tapia ont participé à la présentation de l'événement « Dialogue Citoyen » sur ce plan d'investissement de l'Union Européenne, journée organisée par la Commission Européenne et qui aura lieu au Palais des Congrès Euskalduna, à Bilbao.

Pour une réelle proximité !



A l'occasion de ces élections départementales, EAJ-PNB a fait le choix d'un slogan qui évoque l'idée de proximité : Ici avec vous ! Zurekin hemen ! Pourquoi ce choix ?

Slogan = fausses promesses ?

Le choix d'un slogan est devenu suspect. Ne sert-il pas à vendre des promesses intenables ? M. Charles Pasqua a dit un jour : *« les promesses n'engagent que ceux qui les croient »*. L'effet positif d'un slogan dure le temps des faits qui démentent sa magie initiale. Cette pratique de la promesse mensongère permet à court terme à certains de ses auteurs, d'être élus, mais elle contribue au discrédit général de la politique et devient dangereuse. Pour le monde de la vente, un bon commercial tient dans la durée s'il établit une relation de confiance avec son client. Tromper permet une victoire immédiate, mais à terme, devient une défaite.

Hitza Hitz

Nous sommes persuadés qu'un bon slogan doit mettre en valeur une réelle spécificité. Nous nous inscrivons dans l'esprit des campagnes électorales que conduit EAJ-PNB depuis des années, en Pays Basque sud. Donner un espoir réel basé sur nos points forts, des mesures réalistes, sans occulter les difficultés.

Les Lehendakari Ardanza et Ibarretxe ont achevé leur mandat avec une côte de popularité élevée, due avant tout à leur honnêteté intellectuelle. A son tour, le Lehendakari Urkullu a été élu, après avoir répété que les 2 premières années de son mandat, 2013 et 2014 seraient difficiles, avec une amélioration en 2015 et 2016. Les faits ne démentent pas cette prévision. Dans le même temps, il a égrené une série de mesures qu'il met en œuvre à son tour, Dans un pays comme le nôtre qui sacralise le pacte, illustré par la devise mère : « hitza hitz », « respecter la parole donnée », les promesses non tenues sont encore plus mal vécues qu'ailleurs.

Alors pourquoi ce slogan : Ici avec vous ! Zurekin hemen ! ? Nous défendons non pas une proximité marketing vendue par des politiciens de salon, mais une proximité réelle, avec un état d'esprit général qui nous anime. Cette proximité a 3 axes : transparence, ambition collective et animation qui correspondent aussi à la pratique d'EAJ-PNB, en Pays Basque sud.

Une réelle transparence

En Pays Basque sud, la mairie de Bilbao ou le Gouvernement Basque sont considérés comme les institutions « les plus transparentes » d'Espagne. Visitez le site www.irekia.euskadi.net du Gouvernement Basque qui permet aux Internautes de s'informer, de questionner, de donner leur avis ou de tchater directement avec des membres du Gouvernement. Même si les moyens du Conseil Général sont plus modestes, nous exigeons davantage de transparence, notamment, en matière financière, en particulier, sur les investissements entre Béarn et Pays Basque et pour chaque canton, mais aussi sur la contribution de chaque canton au financement du Conseil Général. Le site Internet du département manque de précision. Il manque également d'interactivité avec les électeurs. Le Conseil Général 64 doit suivre l'exemple d'autres départements qui réalisent un effort particulier, en la matière.



La mairie de Bilbao et Ibon Areso, son maire actuel, à la pointe de la transparence, dans l'Etat espagnol

Les candidats d'EAJ-PNB s'engagent aussi à un lien direct et régulier avec les acteurs de la vie locale et leurs électeurs. Chaque année, ils partageront leur bilan et défendront les propositions pertinentes, en expliquant leur choix.

L'ambition de servir

Les candidats d'EAJ-PNB ne dépendent pas d'intérêts extérieurs au Pays Basque. Pour réussir leur carrière, ils ne sont pas liés aux directions parisiennes de Partis, peu sensibles à nos demandes. Leurs ambitions personnelles lorsqu'ils en ont, s'inscrivent dans un cadre local. Elles se marient avec un attachement au Pays Basque et à leur lieu de vie. Cet attachement les distingue des partis français. Cela génère une ambition collective, une réelle envie d'être au service des habitants de leur canton, un réel engagement pour rassembler les forces vives, au-delà des clivages droite-gauche, pour le bien de leur territoire.

Un animateur de terrain

Au plus près des citoyens, les candidats d'EAJ-PNB se battront contre l'exclusion. Ils porteront les grands projets des communes et des intercommunalités tout en demeurant ambitieux. Ils inciteront les élus, les acteurs locaux à définir ensemble les projets prioritaires pour leur canton. Dans les instances où ils siègeront, ils défendront les projets majeurs pour le Pays Basque et leur canton.

Les vérités de nos candidats

Les candidats jeltzale aux élections départementales nous font part de thèmes qui leur tiennent particulièrement à cœur. L'occasion de mieux connaître les priorités qu'ils défendront s'ils sont élus.

Canton Saint Jean de Luz / Donibane Lohitzuneko kantonamendua



Gaxuxa Elhorga-Dargains : nous avons besoin de plus de proximité, en particulier dans notre canton. Le Conseiller Général actuel est coupé des élus locaux. Nous n'avons pas de retours sur ce qu'il réalise. Cela devient choquant. Il travaille de son côté. Pire, il arrive que la mairie de St Jean de Luz soit obligé de travailler directement avec les services du département pour faire avancer certains dossiers. Nous avons besoin de Conseillers Généraux qui travaillent avec les élus du canton pour porter nos projets. Les données sur l'assiduité des Conseillers Généraux confirment notre ressenti, avec un Conseiller général qui brille par son absence. En tant que jeltzale, s'engager en faveur des habitants et pour l'avenir du Pays Basque est dans notre ADN. Nous ne sommes pas là pour faire de la figuration mais pour agir avec les forces vives locales, au-delà des clivages partisans.

Jean Pierre Etcheverry : la question des transports est une urgence. Les moyens de transport n'ont pas suivi le boom démographique de nos communes de Saint Jean de Luz, Ciboure, Guéthary et Bidart. Résultat : des problèmes croissants d'embouteillage. Face à cela, un manque de volonté politique pour répondre à ces problèmes. Nous nous engageons à mener à bien 3 mesures : la gratuité de l'autoroute entre Hendaye et St Jean de Luz pour les résidents du canton en attendant un pont qui facilitera la traversée de Saint jean de luz, un second pont sur la Nivelle pour circuler normalement, à St Jean de Luz et un bus en site propre entre les deux agglomérations de Hendaye-St Jean de Luz et l'ACBA. Un état d'esprit qui fait défaut actuellement : réunir tous les élus concernés et défendre ensemble ses projets quelle que soit l'étiquette de chacun. Nous, on s'engage à rendre compte de notre travail !





Maitena Ugarte-Alza : gure hizkuntza eta gure kultura nere kezkarik nagusienetan dira oraindik. Hainbat urtez erakasle egon eta, erran dezaket betiko giro nahasi batean girela. Gaurko erakasleekin mintzatuz, gauzak ez direla biziki mugitu ohartzen naiz. Jende batzuk uste dute gauza ainitz egiten direla. Egia da klase elebidunak sortu direla, baita ere ikastolak han eta hemen. Bainan ez uste hori aski denik euskararen salbatzeko. Lan ainitz egin da, bainan lan asko gelditzen da egiteko. Egun batez, gaurko prekaritateaz atera beharko gira. Onartezina da euskarazko lanpostu baten sorrera lortzea, frantsesezko baten zerratze batekin, diru ahalak berdin jarraitzen dutelako. Hizkuntzen lehia maltzur batean sartzen gaituzte, denei behar bati erantzun behar delarik.

Jean Marc Quijano : améliorer la circulation sur St Jean de Luz en créant un 2e pont ou en doublant la capacité du pont actuel, pour franchir la Nivelle. Nous n'avons qu'un pont pour franchir ce fleuve, comme au Moyen Age, alors que cette zone est aujourd'hui très fréquentée. La situation actuelle est notoirement insuffisante. Il est urgent de désengorger St Jean de Luz, notamment l'été qui est la saison culminante des problèmes de communication.



Canton d'Ustaritz Vallées de Nive et Nivelle
Uztaritze Errobi eta Urdazuriko Ibarrak kantonamendua



Francis Gellie : l'état des routes est le thème qui me préoccupe le plus. Aujourd'hui, il y a beaucoup plus de poids lourds qui utilisent les routes départementales qu'autrefois. Mais depuis 10 ans que je vis dans le secteur d'Ahetze, je constate que ces routes n'ont pas été entretenues et sont désormais en mauvais état. Il faut impérativement agir sur ce réseau routier, le sécuriser et étudier les solutions les plus efficaces, avec sans doute un élargissement nécessaire de ces routes.



Nicole Renaud : notre canton mi-rural mi-urbain doit servir de pont entre les mondes agricole et urbain. Nous devons travailler avec nos voisins de l'agglomération du BAB pour accélérer le développement des circuits courts alimentaires. Nous aiderons des marchés, en particulier, à Biarritz et à Anglet, à vendre bien davantage qu'aujourd'hui des produits agricoles et locaux de qualité. Plus d'offre locale incitera les agriculteurs du Pays Basque à développer ce type de produits.



Renaud Albaric : en Pays Basque, comme ailleurs, un besoin de proximité s'exprime face à des politiques nationales et internationales qui paraissent en décalage avec le vécu de chacun au quotidien. Nous défendons par exemple la création d'un site Internet qui génère des échanges entre les personnes. Aujourd'hui, les nouvelles technologies permettent que les besoins des uns croisent les compétences d'autres personnes. A une époque où bon nombre de personnes sont isolées, notamment les « chômeurs », ce site doit permettre à chaque membre du réseau de mentionner, d'une part, ses besoins et les compétences qu'il peut mettre au service d'autres personnes, d'autre part. Cela concernerait les activités quotidiennes, l'entretien de maisons, se déplacer à plusieurs, bricoler, jardiner, cuisiner, assurer un soutien scolaire … On peut imaginer des activités en euskara, autour d'un repas, d'une recette apprise en euskara. On peut imaginer aussi que des associations et des entreprises intègrent également ce réseau. Tout cela bien sûr dans le respect des lois en vigueur. Le mariage d'Internet et du local peut recréer un lien social, indispensable au bien-être de chacun.

Eliane Neuville : dans ce canton, le thème de l'intégration est particulièrement sensible pour un lien riche entre des personnes venues d'ailleurs et des personnes établies ici depuis des générations. Vous pouvez vivre ici, avoir une bonne situation professionnelle et pour autant passer à côté d'une vie sociale enrichissante. Née à Bordeaux et d'origine croate, j'ai eu la chance de vivre une intégration heureuse en Pays Basque et souhaite partager cette expérience à toute personne sensible à ce thème. Je suis à ce point devenue Basque que je ressens le besoin de revenir au pays, lorsque je suis en déplacement. Le fait d'apprendre l'euskara m'a donné des clés pour mieux comprendre les Basques. Une rigueur développée par cette langue à déclinaisons, le développement du sens de l'écoute avec une langue dont les phrases se concluent souvent avec le mot le plus important, le verbe.



Canton d'Hendaye Côte Basque sud
Hendaia Hego euskal kostalde kantonamendua



Jean Tellechea : La majorité départementale a mis en place le contrat territorial avec les communes via leurs EPCI (communauté de communes). Il s'agit d'un programme d'investissement sur 4 ans de 50 millions d'euros par an, soit 200 millions entre 2013 et 2016. 2014 a été une année électorale (municipales). Donc les nouvelles majorités municipales ne bénéficient plus d'aide aux investissements jusqu'en 2017 (prochain contrat). Elles se sont pourtant engagées sur un programme.
Ce système n'est pas démocratique. Nous nous engageons à modifier ces contrats pour qu'ils respectent les rythmes électoraux. 32 contrats ont été ainsi signés avec 32 EPCI du département. Le Pays Basque en a 10. Donc le Béarn a signé 70% des contrats territoriaux avec le Conseil Général 64, alors qu'il ne représente que 55% de la population du département. Ce n'est pas juste. Nous remettrons cela en question.

Itziar Aizpuru : ces élections seront marquées par la parité homme-femme au CG. Actuellement, il y a 8 femmes pour 44 hommes. Demain , 27 hommes et 27 femmes. La réduction du nombre de cantons 52 à 27, puis la parité dans les effectifs des conseillers départementaux a pour effet : le départ d'un grand nombre d'anciens conseillers, le renouvellement des élus, un conseil départemental plus conforme à la réalité sociologique, l'arrivée des femmes qui va constituer la moitié des conseillers. Elles vont tout à fait normalement, assurer la gestion des missions définies par les compétences obligatoires, mais leur approche sera plus pragmatique, plus en relation avec les problèmes quotidiens des citoyens : la réussite à l'école, le décrochage, les transports qui simplifient la vie quotidienne des personnes et des travailleurs, la recherche de vraies solutions pour les handicaps (autisme, etc...). Un exemple : je suis persuadée que les femmes auront plus le souci de prévenir et de supprimer le décrochage scolaire qui pourrait concerner 3 à 5 % de la population des collèges plutôt que de consacrer 20 millions d'€ à la construction d'un collège expérimental, à Pau, pour 120 collégiens privilégiés, sélectionnés dans le département.





Laurent Lopetegui : notre bassin de vie est transfrontalier. Ma priorité : le développement de la communication entre Hendaye, Irun et Hondarribia, par la mutualisation des moyens des uns et des autres. Dès aujourd'hui, il faut ouvrir nos compétitions sportives, au sud. Les déplacements en Béarn et ailleurs sont trop coûteux. Les associations sportives subissent des réductions d'aides, mais les déplacements sont toujours les mêmes, et représentent 90% du budget des clubs. Désormais ce sont les parents qui paient et assurent ce budget. On doit s'organiser différemment et retrouver les clubs de la région en phase finale. Une fois par mois, une carte Pass transfrontalière doit permettre d'assister à des spectacles subventionnés. Nous devons accéder aux centres médicaux du sud en particulier les centres d'autisme de renom du Gipuzkoa. Idem, pour ceux du Sud ici. A Hondarribia, un centre d'accueil jour est accessible aux gens du nord. Développons cet état d'esprit.

Marinette Darguy-Aprendisteguy : le thème de la transparence me tient particulièrement à cœur. Dans ce canton, comme ailleurs, nous sommes finalement peu informés du travail réalisé par le Conseiller Général. Les pratiques sont toujours les mêmes alors que l'attente des citoyens a évolué. Les gens sont aujourd'hui plus exigeants d'autant que les moyens de communication comme Internet permettent un lien direct avec eux. Nous demandons à connaître précisément la présence du Conseil Général sur notre canton, en particulier sur les investissements réalisés et les ressources financières du département issues de chaque canton. En tant que candidats d'EAJ-PNB, nous nous engageons à réaliser un bilan annuel de notre travail auprès des électeurs et des acteurs locaux du canton.



Canton Montagne basque / Euskal mendia kantonamendua



Itxaro Bethart : EAJ, Alderdi interesgarriena eta idekiena aurkitu dut. Demokrazia gure barne ibilmoldean bizi dugu. Hemen ez gira Biltzar Nagusi batean etortzen nun aintzinetik dena erabakia den. Hilabetero, elkartzen gira eta gure ideiak eta iritziak emaiten. Ez dugu bakarrik erraiten demokratak girela. Gure barne antolaketa horrela egina da, demokrazia izpiritua biziarazteko. Alderdiaren helburuekin bat egiten dut. Demokrata eta abertzalea. 2015. urtean gira eta Lurralde Elkargo bat lortu behar dugu. Gure 3 probintziek ordezkapen bat lortu behar dute. Horretarako, prefetaren poposamenak bide baikor batean ezartzen gaitu. Zinezko eskumen eta diru ahalmenekin, gauza interesgarriak egin dezakegu gure lurralderako.

Jean Michel Iribarne : la défense de l'euskara est pour moi une urgence absolue. C'est un thème très vaste qui a des incidences culturelles, sociales et économiques. Nous ne sommes pas là dans un sujet annexe, mais bien dans un thème central qui conditionne la capacité des habitants de ce pays à croire en eux, en leur patrimoine, en leurs produits notamment agricoles pour agir ensemble, innover et être dynamique. En retour, le développement économique est également l'autre priorité, parce qu'il conditionne aussi notre capacité à financer les initiatives pro-euskara. Il faut renforcer le cercle vertueux : euskara-développement économique, développement économique-euskara.





Marielle Aurnague : j'ai adhéré à ce mouvement parce qu'il est ouvert et humaniste. Nous sommes conscients des spécificités de ce territoire, de ses atouts, face à un pouvoir centralisateur. Nous devons défendre ce territoire. Le Conseil Général est l'interlocuteur le plus proche entre la population et l'Etat. Nous sommes crédibles dans cette fonction de proximité. Personnellement, j'ai ouvert deux cabinets sur Garazi et Baigorri pour être au plus près des artisans, des agriculteurs, des commerçants ou des professions libérales. C'est là que l'on se rend compte de la diversité des situations et du besoin de coller au plus près de chaque réalité.

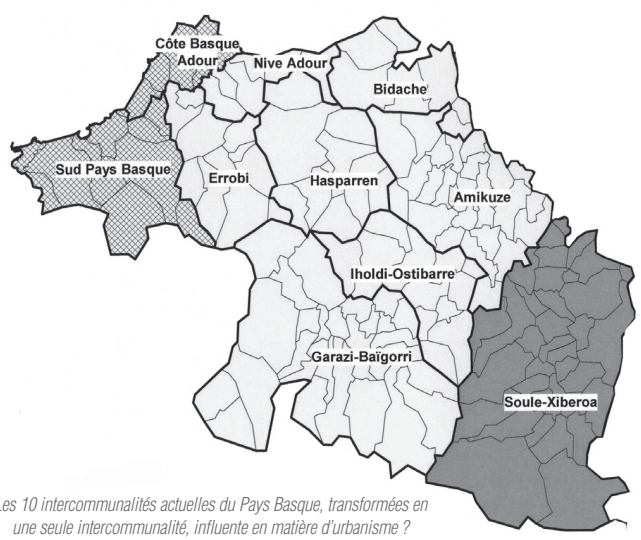
Pampi Etchegaray : le thème des déplacements et des transports me passionnent. Faciliter les moyens de déplacement de façon collective permettra d'aller au-delà des déplacements privés, avec des ménages souvent en difficultés financières. Les réseaux de transports doivent s'adapter aux besoins. Pourquoi Baigorri n'est toujours pas connecté au réseau de transport de bus du Conseil Général ? Se déplacer pour le travail, les loisirs ou d'autres activités doit être possible avec moins de dépenses, grâce un volontarisme public plus résolu. En Languedoc Roussillon, région moins prospère que notre département, ils affrètent des bus pour des déplacements jusqu'à 2€, en milieu de journée. Pourquoi ce type de mesures volontaristes ne serait pas possible ici ?



Intercommunalité et urbanisme : l'enjeu d'avenir !

Droit de propriété et intérêt général

L'urbanisme est un puissant outil d'orientation et de réglementation. C'est un outil d'autant plus puissant qu'il met en confrontation directe, et parfois en contradiction, le droit de propriété et les besoins collectifs. L'urbanisme vise fondamentalement à encadrer les droits individuels au nom d'une multitude de principes et d'objectifs définis dans l'intérêt général. Cet outil d'orientation et de réglementation, dans le respect des normes nationales, est aujourd'hui très largement décentralisé. Dans l'immense majorité des cas, le pouvoir d'élaborer les normes locales d'urbanisme et de délivrer (ou refuser) les autorisations individuelles se trouve entre les mains des collectivités locales : communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Et plus particulièrement, pour ce qui concerne les décisions individuelles, entre les mains du maire. Ce pouvoir, pour être immense, n'en est pas moins limité par un « maquis » législatif et réglementaire.



Les 10 intercommunalités actuelles du Pays Basque, transformées en une seule intercommunalité, influente en matière d'urbanisme ?

La clef de voûte : le plan local d'urbanisme (PLU)

L'élaboration d'un PLU est un véritable parcours du combattant : c'est un processus long et complexe, qui mobilise d'importants moyens budgétaires et de nombreuses énergies. C'est sans doute, en termes stratégiques, l'exercice le plus important et le plus risqué pour une équipe municipale.

Le PLU, c'est aussi un parcours miné, une succession de pièges politique et contentieux, qui exige de la part de l'autorité compétente, rigueur, anticipation, prudence si on veut pouvoir sécuriser au maximum le produit fini. La grande différence entre les anciens plans d'occupation des sols (POS) et les plans locaux d'urbanisme, tient notamment aux étapes incontournables qui ponctuent et scandent le processus d'élaboration, qui font la part belle à la concertation avec la population.

Les causes de la complexité

La complexité des PLU, tels qu'ils sont issus de la loi SRU - loi de « solidarité et renouvellement urbains » du 13 décembre 2000, tient à quatre facteurs : l'inflation des normes et des objectifs : constitutionnels (charte de l'environnement...), européens (directives «habitat»,...), législatifs et réglementaires (Loi Littoral, loi ALUR,...), l'inter-action de plus en plus forte entre législations (notamment l'environnement, la construction et l'habitat,...), la densification des procédures (concertation et enquête publique), la multiplication des documents de planification ou de prescriptions intermédiaires (SCOT, plans de prévention des risques,...)

Le recentrage au niveau intercommunal

Aujourd'hui, la réalité du fonctionnement et de l'organisation des territoires fait de l'intercommunalité l'échelle la plus pertinente pour coordonner les politiques d'urbanisme, d'habitat et de déplacements. Pour faire face aux questions d'étalement urbain, de préservation de la biodiversité, d'économie des ressources et de pénurie de logements, le niveau communal n'est plus aujourd'hui le mieux approprié. Les enjeux actuels exigent que ces questions soient prises en compte sur un territoire plus vaste.

L'intercommunalité est l'échelle cohérente et équilibrée, qui permet une mutualisation des moyens et des compétences et qui exprime la solidarité entre les territoires. La loi portant engagement national pour l'environnement (ENE) du 12 juillet 2010 en a tiré les conclusions en matière de « plans locaux d'urbanisme intercommunaux » (PLUi). La loi ALUR - pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, du 24 mars 2014 est venue renforcer la place des EPCI dans les domaines de l'urbanisme, notamment concernant les SCOT et les PLUi. Cette tendance lourde devrait être accentuée par la future loi NOTRe. Jusqu'à présent, seules les communautés urbaines (ex. CUB) et les métropoles (ex. Grand Lyon) exerçaient cette compétence de manière obligatoire.

Le transfert des PLU aux EPCI devient en revanche de plus en plus pressant, et la plupart des communautés de communes et d'agglomération devront assumer l'élaboration de PLU intercommunaux à l'horizon 2017/2021. Mais attention, le maire reste et restera, même dans cette hypothèse, l'autorité qui délivre ou refuse les permis de construire et les autres autorisations d'occupation du sol. On perçoit désormais tout l'enjeu de l'élaboration du prochain SCOT et donc, d'un futur PLU unique à l'échelle d'une « communauté d'agglomération » pour les 158 communes du Pays Basque nord !

Manu



Pampi Etchegaray : « Des bus et des trains au plus près des besoins »

Pampi Etchegaray est maire adjoint à la mairie d'Arrossa et candidat à ces élections départementales sur le canton de la montagne basque. Il est un passionné des questions de transport et de déplacement. Cheminot à la SNCF, il a travaillé à la gare de St Jean Pied de Port. Il nous apporte son éclairage sur des questions de transport de la Basse Navarre et de la Soule.

Le Conseil Général affrète des bus, entre St Palais et St Jean Pied de Port. Quel bilan peut-on tirer de cette expérience ?

Le Conseil Général a mis en place dans le département un réseau d'autobus censé mailler le territoire. La ligne St Palais-Garazi en fait partie et paradoxalement est prolongée, jusqu'à Baigorry sur demande téléphonique des clients, qui doivent s'y prendre 24h à l'avance. La ligne est empruntée par des pélerins de compostelle, ou par des clients voulant se rendre dans les commerces de Saint Palais et de Garazi. Les arrêts à Ostabat et Larceveau sont judicieux ainsi que le tarif fixé à 2 euros. Seul bémol, il faut absolument prolonger cette ligne de façon systématique jusqu'à Baigorry. Quant à sa fréquentation, elle demeure faible.

Quelles sont les conditions à remplir pour que les transports en commun, type bus ou covoiturage, deviennent un véritable service à la population ?

Pour rendre les transports en commun et le covoiturage attractifs, il faut qu'ils répondent aux besoins des citoyens. D'un point de vue organisationnel tant pour les horaires et les fréquences que d'un point de vue commercial. En cela, les bus à deux euros peuvent être une réponse, mais aussi en milieu de journée, des trains entre Garazi et Bayonne à 2 euros, ou des liaisons entre St Palais et Dax, et entre Mauléon et Dax. Le Conseil régional du Languedoc Roussillon a mis ce service en place pour les T.E.R. Je pense également que les bus du Conseil Général doivent être mis en correspondance avec les trains à Garazi, Cambo et Bayonne.

Le désenclavement de la Soule est un thème ancien. Pourquoi ce dossier n'a pas avancé ces dernières années ?

Le désenclavement de la Soule est un thème ancien certes, mais il faut proposer des solutions pour les Souletins qui répondent à leur besoins, et ils y adhéreront. Un service de bus régulier depuis la Haute Soule vers Mauléon, St-Palais et Bayonne. Une interconnexion à Tardets pour Oloron et Pau. Je pense que la baisse démographique peut décourager des politiques volontaristes, mais moi je pense, qu'il faut proposer un service, et la population y répondra si elle trouve une réponse à ses problèmes.



La gare de Baigorri connaîtra-t-elle un jour, une seconde jeunesse, suite à la rénovation de la ligne St Jean Pied de Port-Bayonne ?

Sur le plan des transports, quelles sont tes priorités pour le Pays Basque intérieur et pourquoi ?

Si nous voulons désengorger nos routes, et je pense à l'axe Garazi-Bayonne entre autres, il faudra dès la fin des travaux de la ligne ferroviaire, mettre en place un service intermodal sur Bayonne de façon à ce que les voyageurs utilisent les bus de l'agglomération avec un seul titre de transport (Train + Bus). Un service cadencé mis en place sur cette même ligne, afin que tous (salariés, touristes et habitants du territoire) puissent tout au long de la journée utiliser ce service. Il faudra mettre les bus du Conseil Général en correspondance avec ces mêmes trains. Un véritable maillage du territoire en utilisant en bonne intelligence les divers modes de transports, et enfin une adhésion de la population à ces services qui je le rappelle représentent un coût de fonctionnement non négligeable. Nous avons tous un rôle à jouer pour désengorger nos routes.



Les candidats d'EAJ-PNB sur le canton de la montagne basque, parmi lesquels Pampi Etchegaray

Les mouvements frères et les élections départementales

Les élections départementales de mars prochain concernent aussi les autres partis frères, engagés dans leur territoire respectif. Tour d'horizon qui nous amène en Alsace, en Bretagne, en Catalogne nord, en Corse et en Occitanie. Autant de situations particulières à suivre, avec pour beaucoup, en point de mire, les élections régionales de décembre 2015.

Nous entamons notre « Tour de France », en Alsace où nos amis d'Unser Land-le parti Alsacien vivent une situation paradoxale : une régression qui accélère une progression. Ils vivent douloureusement, la fin programmée de l'Alsace, leur région de cœur. Elle est condamnée à disparaître, dans le cadre des nouvelles méga-régions technocratiques, puisque l'Alsace est contrainte à un mariage forcé avec la Lorraine et Champagne-Ardenne. Le Gouvernement français et l'Assemblée Nationale ont rejeté le maintien de la région Alsace, porté par un large mouvement populaire, élus et socio-professionnels, en tête, réunissant même 20 000 personnes, à Strasbourg, le 11 octobre dernier. Un résultat historique dans un territoire de culture germanique, peu enclin aux grandes mobilisations.

Le boom alsacien !

En retour, ils ont eu droit à un discours du mépris, comme si déjà, la coupe n'était pas pleine. Ils vivraient dans « la fermeture, le repli identitaire », bref toujours les mêmes poncifs réducteurs, de la part de dirigeants français, concepteurs d'une réforme franco-française, ramenant l'Alsace vers l'Ouest, vers Paris. Fallait-il éviter que l'Alsace ne s'ouvre davantage à ses voisines germaniques ? Les Alsaciens, désormais minoritaires devront composer avec les Lorrains, les Champenois et les Ardennais, pour coopérer avec le land allemand du Bade-Wurtemberg et ses villes de Stuttgart ou de Karlsruhe, mais aussi avec le land de Rhénanie-Palatinat ou les cantons suisses de la région de Bâle.



Georges Trouillet, vice-président d'Unser Land, un mouvement en forte progression

Résultat : Unser Land, le seul parti qui représente les intérêts alsaciens connaît actuellement une progression exponentielle de leurs effectifs militants. En 2011, Unser Land avait déjà obtenu des résultats encourageants, à l'occasion de leur première joute électorale. Un de leur candidat avait même été élu Conseiller Général ! Ils étaient présents dans 6 cantons alsaciens. En 2015, ils présentent 20 candidatures estampillées Unser Land, et couvrent ainsi la moitié des cantons alsaciens ! Ils se présentent en alliance dans deux autres cantons et soutiennent une candidature dans un autre canton. Unser Land présente plus de candidats que le Parti Socialiste, le Front de Gauche ou l'UDI. Ils sont uniquement devancés par l'UMP et le FN. Ils peuvent légitimement affirmer : *« Unser Land est, par le nombre de candidats, la troisième force politique d'Alsace … C'est également un moment historique, puisque jamais un parti autonomiste alsacien n'avait réussi à présenter autant de candidats à une élection »*. Bon vent à nos amis d'Unser Land pour que l'Alsace revienne encore plus forte sur la scène politique et institutionnelle hexagonale.

Les Catalans en coalition

En Catalogne nord, le parti frère Convergence Démocratique de Catalogne (CDC), le Parti d'Artur Mas, président de la Generalitat de Catalogne, en Catalogne sud demeure fidèle à un pacte avec l'UMP et l'UDI. Jordi Vera, son président en Catalogne nord précise : *« 3 candidats membres de CDC se présentent avec l'UMP et l'UDI, en tant que titulaires ou suppléants, avec des chances réelles de l'emporter. D'autres sympathisants, des personnes qui se sont rapprochées de nous récemment sont également candidats dans d'autres listes de la coalition ».* Alors que les regards catalans sont tournés vers le sud, CDC fustige l'insertion de la Catalogne nord, grosso modo le département des Pyrénées Orientales dans la méga région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon et revendique une Collectivité Territoriale pour la Catalogne.



Jordi Vera, président CDC de Catalogne nord

Transformer l'essai breton

En Bretagne aussi, le mécontentement des Bonnets Rouges s'est traduit politiquement, par une poussée de la liste « nous te ferons Bretagne », conduite par Christian Troadec, le charismatique maire de Carhaix, à l'occasion des dernières élections européennes de mai 2014. Nos amis du Parti Breton étaient une composante fondamentale de cette coalition électorale. Alors qu'en 2009, cette liste obtenait déjà 3% des voix, en 2014, elle obtenait 7.11% des suffrages et 75 888 voix dans la région administrative de la Bretagne ! Le Parti Breton demeure fidèle à cette coalition, même si à l'occasion de ces élections départementales, Gérard Guillemot, son secrétaire général nous confie : *« le Parti Breton a décidé de ne pas s'y investir de façon globale. Plusieurs raisons expliquent ce choix : nous rejetons ce cadre départemental, les règles du jeu ne sont pas claires puisque l'évolution des compétences du département n'est toujours pas connue. Enfin, la réforme des nouveaux cantons est le fruit d'un jeu politicien du gouvernement et du PS dans lequel nous ne rentrerons pas. Mais nous respectons le choix individuel de militants qui ont décidé de se présenter à ces élections. »*



Yves Pelle, président du Parti Breton et candidat à Rennes

Le Parti Breton sera présent dans 5 cantons, dont 3, dans le cadre de la coalition « nous te ferons Bretagne ». Les deux autres candidatures se situent à Vannes, et à Rennes où Yves Pelle, leur président sera candidat titulaire dans le cadre d'une alliance locale, avec l'UMP-UDI scellée à l'occasion des dernières élections municipales.

De son côté, l'UDB, Union Démocratique Bretonne, un mouvement politique breton, résolument ancré à gauche, sera présent dans 28 cantons des 5 départements bretons. L'UDB précise : *« cette offre ne couvre pas tout le territoire, car la priorité est le grand rendez-vous des régionales, pour lesquelles il faut garder de l'énergie … Nous défendrons lors de ce scrutin un triple ensemble de projets. Un premier ensemble vise à simplifier la vie institutionnelle, à renforcer la participation citoyenne et à doter la Bretagne d'outils cohérents ... Un deuxième ensemble de notre projet vise à miser sur les atouts de la Bretagne pour renforcer sa vie économique … Un troisième ensemble de notre projet vise enfin à assurer les solidarités en Bretagne, entre territoires ou entre générations »*.

Les départements corses menacés

En Corse, la coalition Femu A Corsica, composée des nationalistes autonomistes a réalisé une percée électorale ces dernières années. Dernière réussite d'envergure : Gilles Simeoni, un de leur leader, est devenu, en mars dernier, maire de Bastia. Femu a Corsica a également décidé de faire l'impasse sur ces élections départementales, dans un contexte très particulier. En accord avec le gouvernement français, l'Assemblée de Corse porte un projet de Collectivité Unique de la Corse, fusionnant les deux départements avec la région actuelle. Dans ce cadre, les deux départements sont voués à disparaître rapidement. Les élections territoriales de décembre 2015 sont également un enjeu majeur pour eux, puisque l'ensemble des tendances nationalistes avaient réalisé plus de 36% des voix en 2010. Corsica Libera, la tendance indépendantiste du nationalisme corse a décidé de présenter plusieurs candidats, à ces élections.



Le renouvellement de l'Assemblée de Corse, enjeu majeur des nationalistes corses

La plateforme occitane Bastir s'organise

En Occitanie, la plateforme Bastir, composée de mouvements comme le PNO, Parti de la Nation Occitane, le PoC, Parti Occitan et d'indépendants, a investi des candidatures aux élections départementales. Elle a reçu une vingtaine de demande d'investitures. Elle a rendu son arbitrage, le 5 mars dernier.

Elections départementales

Les élections départementales des 22 et 29 mars permettront de définir les rapports de force politiques du moment. Avec une probable poussée des abertzale, au détriment du PS et la proposition d'une troisième voix avec les candidats d'EAJ-PNB.

Les futurs rapports de force en jeu

Le découpage administratif du Pays basque a été revu par le ministère de l'intérieur dans une logique démographique: désormais il sera découpé en 12 circonscriptions (qui remplacent les 21 anciens cantons) qui compteront, chacune, un "couple" d'élus.
On ne reviendra pas sur ce découpage un peu ubuesque, ni sur l'absence d'économie liée à cette réforme, beaucoup a déjà été dit dans ces pages.
Parlons plutôt de l'enjeu de ces élections départementales pour les formations politiques. Cette élection se déroulant sur toutes les nouvelles circonscriptions de l'Etat français en même temps (du temps des anciens cantons, le renouvellement se faisait par moitié), chaque formation pourra mesurer son poids électoral à un instant T.

Un pays de centre droit

En Pays basque, les choses sont plutôt claires: les partis de centre droit français devraient conserver leur hégémonie, même si le poids des zones urbaines, plus à gauche, a été augmenté suite au rédécoupage (par exemple, il y avait auparavant 3 élus bayonnais, désormais ils seront 6).
Si l'UMP et Forces 64 (UDI+Modem) devraient garder leur première place, quelques inconnues demeurent : qui sera la deuxième force politique en Iparralde? Le Front National confirmera-t-il son bon score des élections européennes ?
La deuxième place sera très disputée. En embuscade, la coalition de la gauche abertzale EH bai qui entend se substituer au PS comme LA force de gauche. Forte de son élu sortant (Alain Iriart, Hiriburu) et de ses bons résultats aux dernières municipales, elle compte bien enfoncer le clou dans le flan du PS.

Le PS en retrait ?

Tradionnellement, les électeurs de la gauche abertzale se mobilisent davantage que les électeurs lambda. Mais cela suffira-t-il à passer devant le PS ? Cela dépendra de la mobilisation des électeurs socialistes et de la côte de désamour dont "jouira" le gouvernement PS au moment du premier tour des élections, le 22 mars.
Mais le PS peut s'appuyer sur de solides sortants (Hendaye, Bayonne) et de possibles bons résultats sur la côte basque pour contrebalancer ses contreperformances en Pays basque intérieur. Pays basque intérieur, où les poids lourds socialistes ont préféré ne pas participer à un combat perdu d'avance, comme François Maitia ou Arnaud Villeneuve dans le canton de la montagne basque.



Les candidats d'EAJ-PNB sur le canton d'Hendaye-Côte basque sud

L'inconnue du FN

L'ambition affichée par la coalition EH Bai est d'arriver deuxième et par là même, se garantir une place au deuxième tour, face aux candidats de l'entente Forces 64/UMP. Et in fine, remplacer le PS comme LE parti d'opposition de gauche en Pays basque. Le coup serait en passe de réussir en Pays basque intérieur.

Le résultat du Front national est une autre des inconnues de cette élection. Les sondages au niveau français prédisent un bon score pour le parti de Marine Le Pen. Mais ils ne tiennent pas compte des spécificités régionales, comme en Pays basque, qui pourront jouer contre lui.
S'il a réussi la performance d'être présent sur l'ensemble des 12 cantons du Pays basque, c'est avec des candidats le plus souvent inconnus. Et pour compléter ses listes, il n'a pas hésité à parachuter des candidats de la côte vers l'intérieur ou à faire jouer les liens familiaux : trois personnes de la même famille dans 3 cantons différents.
Du coup, le poids des élus de terrain devrait minorer le score des candidats FN inconnus, sauf peut-être dans la zone du BAB, où les thématiques franco-françaises pourraient avoir plus de poids que les locales.

La troisième voie d'EAJ-PNB

Pour terminer, parlons d'une troisième voie, celle d'EAJ-PNB. Soucieux d'être présent à ces élections pour conforter sa place d'alternative centriste basque, EAJ-PNB a choisi des candidats liés à leur canton. Ses 4 binomes et leurs suppléants (16 hommes et femmes) ont été choisis par les biltzar (groupes locaux) parmi les militants et les sympathisants locaux. Ce sera le cas dans les circonscriptions de la montagne basque, avec Itxaro Bethart et Jean Michel Iribarne, d'Hendaye-côte basque sud avec Itziar Aizpuru et Jean Tellechea, d'Ustaritz-vallées de Nive et Nivelle avec Carole Renaud et Francis Gellie et de St Jean de Luz avec Gaxuxa Elhorga Dargains et Jean Pierre Etcheverry.
Issus du monde de l'entreprise, de l'agriculture, de l'enseignement, de l'associatif, ils veulent passer un message: Zurekin hemen, ici et avec vous!

Batxugaitz

Histoire du nationalisme basque
Enbata face aux élections (II)

Les cantonales de septembre 1967

Fidèle à la décision de son nouveau Comité Directeur, Enbata présentait des candidats aux élections cantonales du Pays Basque dans les sept cantons qui étaient renouvelables. L'été 1967 avait été euphorique pour les militants qui avaient écouté, médusés, le discours du général de Gaulle qui le 24 juillet, depuis l'hôtel de Ville de Montréal, s'était écrié : « Vive le Québec libre ! »

Le numéro de juin 1967, dans un article fleuve intitulé « lever une équivoque » s'était expliqué sur les relations et la rupture entre le Mouvement et Michel Labéguerie. De nouveau, dans des numéros spéciaux du journal déclinés à l'échelle de tous les cantons renouvelables, l'accent était mis sur les « propositions constructives » qu'étaient l'association des élus du Pays Basque, le département Pays Basque et les sept provinces appelées à devenir une région économique de l'Europe.

Le 23 septembre, le résultat était largement en deçà des espérances puisque les 5% des exprimés n'étaient dépassés que dans un seul canton, celui de Tardets avec Dominique Davant (5,82%). Les résultats étaient partout décevants : 1,41% pour André Galant à Labastide-Clairence, 1,68% pour Ramuntxo Camblong à Hasparren, 2,26% pour Jakes Abeberry à Bayonne Nord-Est, 2,67% pour Anne-Marie Ithurralde à Biarritz, 3,84% pour Michel Burucoa à Garazi et 4,04% pour Pettan Elissalde à Iholdy. Le mouvement était exsangue financièrement. Le budget avait bondi de 45 000 francs à 110 000 francs et 20 000 francs avaient été perdus du fait du non remboursement des frais de campagne (un seul remboursement lors des cantonales alors que 4 remboursements étaient espérés).

En janvier 1968, Enbata du moins avait la satisfaction de gagner son procès contre le Préfet puisque le Conseil d'Etat annulait les arrêtés préfectoraux de l'été 1965, pris à l'encontre de la diffusion du journal Enbata.



Ramuntxo Camblong, candidat pour Enbata, en 1967, avant de devenir militant et dirigeant d'EAJ-PNB, dans les années 2000

Lors de l'Aberri Eguna, Donostia était en état de siège.
Cela préfigurait une radicalisation de la confrontation entre ETA et l'appareil répressif franquiste. A l'occasion des événements de mai 1968, Enbata crut voir la confirmation de ses idées : *« Il est encourageant d'apprendre à quel point les aspirations de la jeunesse appellent l'AUTONOMIE. Le besoin de disposer de soi-même, de s'autogérer est devenu flagrant… L'Université ou les entreprises ne seront vraiment autonomes que dans une société fédéraliste… »* Mais le Mouvement allait être confronté bientôt à la dure réalité.

Les législatives de juin 1968

Après la dissolution de l'Assemblée Nationale par le général de Gaulle, les élections législatives qui suivirent, les 23 et 30 juin, virent comme on le sait, un ras de marée gaulliste. Dans ce contexte particulier, les résultats d'Enbata furent catastrophiques. Sur la côte, Jakes Abeberry (suppléante : Claire Noblia) n'avait que 992 voix (1,42%). Bernard Marie était réélu sans difficulté au second tour. A l'intérieur, Michel Burucoa (suppléant : Manex Pagola) ne faisait guère mieux (719 voix, soit 1,87%), Michel Inchauspé étant réélu dès le premier tour.

En 15 mois, Enbata voyait ses voix pratiquement divisées par trois, passant de 5035 à 1711. James E. Jacob écrit : *« Enbata semblait choquer les sensibilités rurales, en arrivant dans les villages avec haut-parleurs, tracts et slogans peints sur les murs. Ce comportement offensait les sensibilités conservatrices des Basques ruraux, et provoquait souvent les contre-slogans de « Españolak kanporat », soulignant encore l'association entre Enbata et ETA dans les esprits de la majorité de la population. »*
On ne peut que partager l'opinion du même professeur américain, décrivant le désarroi compréhensible des militants, lorsqu'il ajoute : *« L'échec incontestable de la stratégie électorale, malgré le temps et les efforts consacrés au projet électoral, avait servi à exacerber les conflits interpersonnels maintenant connus depuis longtemps parmi ses principaux militants, en particulier entre Jakes Abeberry et Ximun Haran. »*

A l'été 1968, le Mouvement Enbata connaissait une grave crise. Beaucoup de militants questionnaient le bien-fondé de leur militance, certains allant jusqu'à s'interroger sur la raison d'être du Mouvement. Beaucoup de militants le quittaient. En tous cas, le problème de sa refondation était posé.

Jean-Claude Larronde

Andoni Ortuzar : « 2015 n'est pas l'année de la résignation »

A l'occasion de notre Assemblée Nationale Ordinaire , Andoni Ortuzar, le président de l'Euzkadi Buru Batzar (direction nationale) a rappelé que vaincre les effets de la crise, en partant du principe de « solidarité » sera l'objectif prioritaire de l'action politique d'EAJ-PNB, en 2015.

Andoni Ortuzar, le président de l'EBB a proclamé qu'EAJ-PNB ne se résignera pas au fait que 2015 soit *« une autre année perdue »*, en matière de paix et de vivre ensemble. Il a exigé *« des pas en avant »* du Gouvernement espagnol et de la Gauche Abertzale. *« la balle est dans leur camp, mais nous sommes disposés à avancer et à les accompagner dans ce processus. Les portes de Sabin Etxea (siège national d'EAJ-PNB), et j'en suis certain, celle d'Ajuria Enea (présidence du Gouvernement Basque) seront toujours ouvertes s'il y a une volonté sincère et audacieuse pour construire cet Euskadi saine et en paix »*.



Présentation des candidats d'EAJ-PNB, à Durango

Ortuzar a détaillé le plan d'action d'EAJ-PNB, en 2015, présenté à l'occasion de l'Assemblée Nationale Ordinaire qui a eu lieu, à Sabin Etxea, le 21 Janvier dernier. Le Lehendakari Iñigo Urkullu était présent, ainsi que les ministres du Gouvernement Basque, Bakartxo Tejeria, la présidente du Parlement Basque ou encore Jose Luis Bilbao, le député général de Biscaye, entre autres.

Chercher en vain le discrédit

Ortuzar a rendu public son engagement pour éviter d'« empoisonner » ou « espagnoliser » la vie politique basque pour une poignée de votes, dans une allusion claire à la stratégie actuelle de la Gauche Abertzale, qui mène *« une campagne de discrédit »* contre EAJ-PNB et l'honnêteté des personnes qui le composent dans *« une tentative vaine de cacher ses propres limites et erreurs à la tête des institutions qu'ils sont incapables de gouverner. Je suis surpris de constater que Bildu soit en pointe pour « espagnoliser » le climat politique basque en essayant de judiciariser la politique en Euskadi. Nous pensions qu' ils avaient appris à leur dépens, le négatif que constitue de lier politique et justice. Nous pensions que cette voie basque qu'ils proposaient était là pour sortir de l'Espagne, et non pour copier le pire ce ce qui se passe là-bas »*.

En finir avec la crise

Le président de l'EBB a rappelé la priorité maximale de la formation qu'il préside : en finir définitivement avec la crise en Euskadi, en partant du principe de solidarité. *« Nous commençons à sortir du tunnel et à voir la lumière. Comme je l'ai entendu de la bouche du Lehendakari, la bouteille est à moitié pleine, mais il faut continuer à la remplir. Ainsi, toutes les institutions sous responsabilité d'EAJ-PNB seront orientées pour faciliter la création d'emploi – un emploi de qualité et stable- pour renforcer notre activité économique et retrouver le chemin de la croissance. Mais au-delà de la croissance économique, notre action institutionnelle doit être guidée par la solidarité et les politiques sociales »*.

Gouverner les trois diputations

Andoni Ortuzar n'a pas omis d'évoquer les élections qui marqueront l'avenir de l'année en cours, les élections cantonales, en Pays Basque nord, les élections municipales et forales en Pays Basque sud, le 24 mai prochain.

Le leader jeltzale a signalé les objectifs d'EAJ-PNB : *« gouverner les trois Diputacions forales et les trois capitales et le fait d'être les acteurs du changement politique en Navarre. Même si certains critiquent notre prétendue arrogance pour le fait de signaler aussi clairement nos objectifs, nous pensons devoir être sincères et transparents envers les électeurs »*.


Andoni Ortuzar (à droite), Itsaso Atutxa et Juan Mari Aburto au moment de la plantation du nouvel arbre de Gernika

Renouvellement des directions locales

EAJ-PNB est organisé de bas en haut, à partir des organisations locales. En Pays Basque nord, EAJ-PNB est basé sur 5 organisations locales. Chaque Assemblée Locale ou Herri Biltzar est dirigée par une direction locale ou Herri Buru Biltzar. Tous les 2 ans, EAJ-PNB renouvelle ses exécutifs locaux. A ce jour, 3 des 5 nouvelles directions locales ont été renouvelées .

Direction locale de Basse-Navarre-Soule / Baxe-Nafarroa-Xiberoko Buru Biltzarra

Jean Michel Iribarne : président / presidentea
Pampi Etchegaray : secrétaire / idazkaria
Charles Iriart : trésorier / diru-zaina


Jean Michel Iribarne


Pampi Etchegaray


David Navarro


Itziar Aizpuru

Direction locale de Hendaye / Hendaiako Buru Biltzarra

David Navarro : président / presidentea
Itziar Aizpuru : secrétaire / idazkaria
Iñaki Ibarloza : trésorier / diru-zaina

Direction locale de St Jean de Luz / Donibane Lohitzuneko Buru Biltzarra

Koldo Etxebarria : président / presidentea
Maitena Ugarte-Alza : secrétaire / idazkaria
Jean Pierre Ibarboure : trésorier / diru-zaina


Koldo Etxebarria


Maitena Ugarte-Alza

Nos 4 affiches électorales !



Canton d'Hendaye-Côte basque sud



Canton de la Montagne basque



Canton de St-Jean de Luz



Canton d'Ustaritz-Vallées de Nive et Nivelle

Gaxuxa Elhorga-Dargains : “ impulser l’enseignement immersif à Urdazuri ”



Gaxuxa Elhorga-Dargains, candidate sur le canton de St Jean de Luz est aussi conseillère municipale à St Jean-de-Luz. Impliquée dans des dossiers concrets du quotidien, euskara, logement, convention sur le social avec le Conseil Général, pêche, Gaxuxa évoque sans détour des dossiers majeurs.

Vous effectuez votre second mandat de conseillère municipale, à St Jean de Luz. Quel est le projet réalisé dont vous êtes la plus fière ?

Un des objectifs que je me suis fixé au début de mon mandat était de donner à la langue basque une place plus importante dans la vie municipale. Des initiatives existaient mais elles pouvaient être encore largement développées. Durant la première année du mandat, a été créée la commission langue basque à la communauté des communes Sud Pays Basque, les communes lui ayant délégué la compétence sur l’euskara. Dans ce cadre, l’Office Public de la langue basque a proposé une convention pour mettre en place une politique linguistique sur la Communauté des Communes Sud Pays Basque. Elle proposait d’utiliser le bilinguisme dans la signalétique de tous les lieux communaux : mairie, médiathèque, piscine, sur les affiches, les supports imprimés. De plus, une formation professionnelle sur l’euskara était organisée en direction des personnels, sur la base du volontariat. Cette convention a été signée par toutes les communes du Sud Pays Basque. Depuis, chaque année, trois personnes intègrent ce cursus qui dure 5 ans, pour atteindre le premier niveau et 7 ans, pour le second. Une nouvelle convention va être rédigée et signée pour poursuivre le développement de l’utilisation de l’euskara.

L’école Urdazuri postule pour expérimenter un enseignement en euskara, immersif type ikastola. Qu’en pensez-vous ?

J’en suis ravie. Depuis un certain temps, l’OPLB sollicitait la ville pour l’ouverture d’une section bilingue français basque dans une deuxième école publique. Or, nous n’y étions pas favorables, nous craignions de fragiliser l’école d’Urdazuri. Et notre objectif était plutôt d’y consolider le bilinguisme.
En temps qu’ancien professeur de langue, j’avais conscience qu’en ne bénéficiant que d’un demi horaire hebdomadaire en basque, le niveau atteint par les élèves sortant de maternelles n’était pas satisfaisant d’autant plus que la plupart des parents n’étaient pas bascophones. Lors de la réunion avec l’OPLB, je suggérais d’augmenter l’horaire d’enseignement en basque et de passer au système immersif, ce qui permettrait d’améliorer le niveau de langue des élèves. Ma proposition fut bien accueillie et il fut décidé de soumettre le projet au directeur, aux enseignants et aux parents et de recueillir leurs avis. Le sondage recueillit un avis favorable, la plupart des parents ayant voté en faveur. Pour l’école, cela ne demandait aucun moyen supplémentaire, plusieurs enseignants étant bascophones. A partir de septembre 2015, la maternelle d’Urdazuri offrira le système immersif.

St Jean de Luz est souvent associé au problème des logements à prix prohibitif. La mairie est-elle active en la matière ?

La ville ayant pris conscience du retard pris en matière de logements à loyers accessibles, elle a fait construire l’écoquartier «Alturan», donnant la possibilité aux luziens soit d’accéder à la propriété soit de se loger en location.
Le projet doit se poursuivre lorsque le chenil aura déménagé, libérant ainsi du foncier. Depuis, un autre projet est sorti de terre, celui d’Elgar, au quartier Erromardie. Entre-temps, une délibération a été votée en conseil municipal, pour exiger des promoteurs privés, la mise à disposition de 30% (à ce moment-là la loi imposait 20%) de logements locatifs sociaux dans chaque promotion excédant les 10 logements. Ce système favorise une plus grande mixité et a ainsi permis de rattraper une partie du retard, de sorte que St Jean-de-Luz n’a plus de pénalités à payer.
Toutefois, la ville poursuit sa politique du logement en préemptant des terrains et des maisons au quartier Fargeot afin d’y construire des logements à loyers accessibles, en temps voulu. On ne peut pas dire que la ville ne fasse rien en matière de logement.

Quels sont les dossiers de la mairie ou de l’intercommunalité qui nécessitent le plus l’aide du Conseil Général ?

Je pense que l’un des dossiers principaux est celui du social. Le Conseil général a délégué par convention, certaines missions, au CCAS de St Jean-de-Luz qui devient un guichet unique pour répondre aux attentes des seniors (allocation de perte d’autonomie, aide aux personnes âgées...).
Un autre sujet brûlant est l’aide à la pierre, le Conseil général accordant des subventions aux bailleurs sociaux.
Un autre volet important est celui de la pêche, le Conseil général étant propriétaire du port de St Jean-de-Luz, il se doit de renforcer cette activité même s’il en a délégué la gestion à la chambre de commerce et d’industrie de Bayonne. 250 marins et une quarantaine de bateaux sont en activité, la filière pêche génère plus de 600 emplois. C’est important !

LEMA
LA FORCE BASQUE, C’EST VOUS !
Euskal iritzi hilabetekaria /
Mensuel d’opinion basque

25, rue Thiers karrika - 64100 BAIONA/BAYONNE
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la Publication / Agerkariaren zuzendaria :
Beñat Oteiza b.oteiza@eaj-pnb.eu

Arizmendi Inprimategia - Geltoki plazan, Donibane Garazi
Imprimerie Arizmendi, Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
N° CPPAP 0618 P 11238

EAJ/PNB ren berriak jarrai ezazue /
Suivez l’actualité d’EAJ/PNB sur : **www.eaj-pnb.eu**

ARGIBIDEAK ETA HARPIDETZA RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENT
25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Lan tenoreak / Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

URTEKO HARPIDETZA / ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Présidents des Herri Buru Biltzar :
Baiona-Angelu-Biarritze / Bayonne-Anglet-Biarritz : **Ramuntxo Camblong** 06 19 97 15 75 **rxocamblong@hotmail.fr.**
Baxe-Nafarroa-Xiberoa / Basse-Navarre-Soule : **Jean-Michel Iribarne**. Hendaia / Hendaye : **David Navarro**.
Lapurdi Barnekalde / Labourd intérieur : **Peio Etxeleku**. Donibane Lohitzun / Saint-Jean-de-Luz : **Koldo Etxebarria**.

IMPRIM'VERT®
Arizmendi inprimategia
D. Garazi - RCS B 410 647 986